



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE,
DES TRANSPORTS ET DU LOGEMENT

DOSSIER DE PRESSE

**Retour d'expérience suite aux épisodes
neigeux du mois de décembre 2010**

10 janvier 2011

Ressources, territoires, habitats et logement
Énergie et climat Développement durable
Prévention des risques Infrastructures, transports et mer

**Présent
pour
l'avenir**

www.developpement-durable.gouv.fr

Sommaire

- ✓ **Présentation du retour d'expérience**
- ✓ **Diagnostic**
- ✓ **Propositions**
- ✓ **Liste des participants**

Présentation du retour d'expérience

Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement, et Thierry MARIANI, secrétaire d'État chargé des Transports, en association avec Frédéric LEFEBVRE, secrétaire d'État chargé du Tourisme et de la Consommation ont présidé le 10 janvier 2011 une table ronde de restitution de la mission demandée au Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD) suite aux épisodes neigeux du mois de décembre 2010.

Cette réunion s'est tenue, en présence des représentants des services de l'État, d'acteurs publics, de gestionnaires d'infrastructures, d'opérateurs, de fédérations professionnelles et d'associations d'usagers, pour sa partie relative aux transports terrestres.

La mission d'experts, pilotée par le CGEDD, a été constituée afin de préparer ce retour d'expérience. Elle a notamment entendu les acteurs suivants : Météo France, la SNCF, la RATP, la Direction Générale des Infrastructures, des Transports et de la Mer, la Direction Interdépartementale des Routes d'Île-de-France, la Préfecture de Police et le Haut Fonctionnaire de Défense.

NB : Hormis les accès terrestres aux aéroports, le transport aérien n'a pas été évoqué ; une table ronde spécifique lui sera consacrée le 13 janvier 2010.

Diagnostic

Avec une température moyenne inférieure de 3,0 °C à la moyenne de référence 1971-2000, **décembre 2010 est le mois de décembre le plus froid de ces quarante dernières années**, devançant décembre 1970 (-2,6 °C) et décembre 1975 (-2,4 °C).

Le mois a été ponctué de **trois épisodes froids accompagnés de chutes de neige fréquentes et parfois abondantes**. Les températures déjà très basses fin novembre le sont restées les premiers jours de décembre, descendant localement jusque vers -10 °C sur la moitié Nord du pays. Après un bref radoucissement autour du 7, le froid s'est ensuite installé pour une dizaine de jours avec des températures atteignant -15 °C à -16 °C en fin de période sur certaines régions. Après un nouveau et bref radoucissement autour du 22, le froid a fait son retour pour Noël. Le 26 décembre, des températures autour de -18 °C ont ainsi été relevées dans le Nord-Est.

Ces épisodes froids ayant été accompagnés d'un temps assez perturbé, les chutes de neige ont été particulièrement fréquentes et la neige a souvent tenu au sol. De telles conditions neigeuses en décembre n'avaient pas été observées depuis trente ans au moins sur de nombreuses régions, notamment en Île-de-France. **A Paris-Montsouris, il a neigé quatorze jours dans le mois et une couche de neige de plus de 1 cm a été observée à seize reprises, l'épaisseur de neige au sol atteignant même 12 cm le 8 décembre**. Ces valeurs constituent des **records pour un mois de décembre à la station de Paris-Montsouris, sur la période 1980-2010**.

Le 8 décembre 2010, un épisode neigeux exceptionnel et brutal a en particulier touché la région Île-de-France. Cet événement météorologique et ceux qui ont succédé depuis ont fortement perturbé la vie de nos concitoyens notamment dans les transports.

La région Île-de-France **a été placée en zone de vigilance Orange** le 7 décembre 2010 dès 13h jusqu'au 8 décembre à 22h00. Toutefois, **l'évènement s'est révélé plus important que prévu** en intensité et en durée témoignant des **limites** actuelles de la prévision du risque de neige et de verglas.

Des interdictions de circulation des poids lourds ont été décidées le 8 décembre à 15h00. **Les principaux problèmes ont été rencontrés sur les routes avec de graves conséquences pour les usagers**, dont **beaucoup n'ont pu atteindre leur lieu de destination que tard le soir, voire le lendemain**.

Le réseau « Transilien » de la SNCF d'Île-de-France a globalement bien assuré ses services même si d'importants retards ont pu être constatés. **Les réseaux ferrés de la RATP ont fonctionné quasi normalement**. En revanche, **les lignes de bus ont été suspendues** puis totalement arrêtées en milieu d'après-midi le 8 décembre.

Bien que la vigilance orange ait été mise en place et ait permis la mise en alerte d'équipes d'intervention, les opérations n'ont pas permis de maintenir la circulation sur tous les axes.

La quasi-totalité des problèmes routiers a pour origine le blocage d'un axe à la suite d'un incident impliquant un poids lourd.

Propositions

Le CGEDD a proposé 35 mesures concernant l'ensemble des acteurs, tant en matière de préparation à ce type d'évènement, de coordination en gestion de crise, d'équipements, qu'en ce qui concerne l'information des usagers.

A l'écoute de ces propositions et des réactions des professionnels et des usagers, Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET et Thierry MARIANI, en association avec Frédéric LEFEBVRE, retiennent les mesures suivantes :

METEO

1. Renforcement des échanges entre Météo France et les PC Zonaux.

Pour améliorer l'aspect qualitatif des prévisions météorologiques avant et pendant la crise, **un agent de Météo France sera présent dans chaque PC zonal concerné par une crise météorologique grave, et ce dès la prochaine crise.** Des sessions de sensibilisation croisées entre les agents du ministère et ceux de Météo France auront lieu dans le cadre de leurs programmes de formation continue.

BUS

2. Définition de voies de bus prioritaires et adaptation du déneigement en conséquence, en particulier en petite couronne. Les ministres souhaitent que ce « plan neige d'exploitation des lignes de bus » puisse être établi sous l'autorité du préfet de région et/ou de zone, en concertation avec les collectivités et les professionnels en association avec le ministère de l'Intérieur. Il sera mis en place à l'hiver prochain.

TRAINS

3. Poursuite de la politique de fiabilisation des matériels roulants. La SNCF devra travailler avec les constructeurs de trains pour rendre les trains en France plus résistants au froid et à la neige dès la conception. La maintenance doit aussi être adaptée en généralisant par exemple les installations de dégivrage. En exploitation, la limitation de la vitesse est inévitable, mais d'autres pistes doivent être examinées comme le garage à l'abri des rames les plus exposées.

4. Renforcement des capacités de l'infrastructure ferroviaire à supporter les intempéries hivernales (réchauffeurs d'aiguillages, élagages, ...). Les ministres ont demandé à la SNCF et à RFF d'identifier sous un mois les actions à entreprendre prioritairement en 2011.

5. Amélioration de la qualité de l'information fournie aux passagers. En gare ou dans les trains :

- améliorer l'information par tous les canaux possibles, y compris par le biais d'une radio SNCF
- développer la formation à la prise de parole en situation perturbée pour les agents en relation avec des passagers ;
- mettre en place des astreintes au centre opérationnel pour diffuser l'information vers les agents.

Les ministres demandent en outre à la SNCF de faciliter le recrédit des billets annulés, notamment via les bornes automatiques.

6. Renforcement du dispositif de prise en charge des voyageurs en cas de perturbation exceptionnelle d'exploitation (taxis, ravitaillement, etc.).

En outre, afin d'améliorer la qualité du service rendue aux voyageurs et de tirer les enseignements des retards du train de Strasbourg – Port Bou / Nice du 27 décembre 2010, les ministres suivront avec une attention particulière les plans d'urgence de la SNCF et de RFF sur 12 lignes ferroviaires saturées ou qui posent des problèmes de qualité de service. Ce plan sera assorti d'un baromètre mensuel public de satisfaction des clients.

ROUTES

7. Révision des modalités de mise en œuvre des interdictions de circulation des poids lourds, en lien avec les services concernés du ministère de l'Intérieur.

Un travail d'approfondissement devra être mené avec les fédérations de transporteurs afin de mettre au point des mesures spécifiques, en fonction du réseau, de l'équipement des poids lourds et des marchandises transportées. Une première réunion d'un groupe de travail ad hoc aura lieu d'ici la fin du mois.

8. Identification des zones à risque pour la circulation des poids lourds et des itinéraires prioritaires pour les secours et les transports en commun. Les ministres proposent que les Préfets de département puissent faire un premier état des lieux sous un mois.

9. Renforcement des moyens matériels, afin de garantir la disponibilité des matériels, et équipement en GPS des véhicules d'intervention sous deux ans, et sous un an pour les régions les plus exposées.

Les stocks de sel, pour le réseau national, sont en moyenne équivalents à vingt jours d'intempéries en début de saison. L'approvisionnement en sel devra être sécurisé de façon à garantir durant tout l'hiver une autonomie minimale de huit jours d'intempéries. Les ministres ont également demandé aux Préfets d'améliorer la coordination entre les collectivités.

10. Très large information des usagers afin qu'aucun déplacement ne soit entrepris s'il n'est pas indispensable. Les ministres souhaitent qu'un système d'alerte avancé puisse être mis en œuvre en cas de crise météorologique majeure. Ce système s'appuierait sur les principaux médias radio, télé et web ainsi que sur les sociétés de transports.

Dans le cas particulier de prévisions météorologiques faisant état de neige, pluie, vent ou verglas de nature à congestionner le réseau routier, les ministres demandent qu'un point route soit développé dans les médias nationaux la veille au soir pour donner aux citoyens la possibilité de s'organiser, en privilégiant les transports ferrés ou le télétravail.

Liste des participants

Services et opérateurs de l'Etat

BURSAUX Daniel - Directeur Général des Infrastructures, des Transports et de la Mer, DGITM

CHEREL Odile - Directeur de Cabinet, DGAC

De CREPY Maud – Responsable de la Communication, CGEDD

DU MESNIL Hubert - Président, RFF

JACQ François - Président Directeur Général, METEO France

LEYRIT Christian - Vice-président, CGEDD

MENORET Bernard – Adjoint au Chef du SDSIE, HFD

MONGIN Pierre – Président, RATP

MONTEIL Martine – Préfet de la zone de Défense Ile-de-France, Préfecture de Police

MONTEILS Jean-François - Secrétaire Général, Haut Fonctionnaire de Défense et de Sécurité

PAQUETTE Olivier – Sous-directeur de la circulation, Préfecture de Police

PEPY Guillaume – Président, SNCF

RUYSSCHAERT Jean-Claude - Préfet, Directeur Régional, DIRIF

SAINTILLAN Christophe – Directeur des Infrastructures de Transports

SAUZET Gérard, Directeur, DIRIF

TRAMOND Emmanuel – Directeur du Département BUS, RATP

TRANNOY Patrick, Directeur Général Délégué chargé du Pôle Infrastructures, RFF

VIEU Patrick – Directeur des Services de Transport

Fédérations professionnelles et associations d'usagers

BOUCHEZ Patrick – Délégué Général, TLF

CAREL Pierre-Olivier – Responsable de l'Action Territoriale, FNTV

COLLE Thierry - Directeur Général, OPTILE

DALY Benoît - Délégué à l'action professionnelle, FNTR

DECHAUX Daniel – Président de la Commission Infrastructures et mobilités, 40 Millions d'Automobilistes

DENEUVILLE Jean-Paul – Délégué Général, FNTR

DUBUIS Philippe – Administrateur, UNOSTRA

GAZEAU Bruno – Délégué Général, UTP

GUIMBAUD Thierry, Directeur de l'exploitation, STIF

JULLEMIER Denis – Vice-président, GART

LAURENT Gilles - Conseiller National FNAUT

LEBRAS Guy - Directeur Général, GART

MATHELIE GUINLET Gilles – Secrétaire Général, OTRE

MOUGARD Sophie, Directrice Générale STIF

PAULISSEN Nicolas – Délégué Général adjoint, FNTR

PLACE Jean-Vincent - Vice-président de la région Ile de France, chargé des transports et des mobilités, STIF

PONS Catherine – Présidente, UNOSTRA

RIVERAT Jean-Marc – Secrétaire Général en Ile-de-France, OTRE

ROSE Christian – Délégué Général adjoint, AUTF

THAUVETTE Alain – Président, AFRA